

## **N° 8023**

**Session ordinaire 2021-2022**

### **Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance" et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021**

- 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (17.5.2022)
- 2) Texte du projet de loi
- 3) Exposé des motifs
- 4) Commentaire des articles
- 5) Fiche d'évaluation d'impact
- 6) Fiche financière
- 7) Texte de la convention

Dépôt: (Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes):  
07.06.2022

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Finances et du Budget
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 07 juin 2022

# Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Article unique.** Notre ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des députés le projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance" et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021.

Paris, le 17 mai 2022

(s.) Henri

Le Ministre des Affaires  
étrangères et européennes,  
(s.) Jean Asselborn

Pour expédition conforme transmise à  
Monsieur le Président de la Chambre des députés

Luxembourg, le 3 juin 2022

  
Jean Asselborn

Ministre des Affaires étrangères et européennes

**Projet de loi portant approbation  
de la “Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and  
the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with  
respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax  
evasion and avoidance” et du Protocole y relatif, faits à  
Luxembourg, le 13 décembre 2021**

I.	Texte du projet de loi	p. 2
II.	Exposé des motifs	p. 3
III.	Commentaire des articles de la convention	p. 4
IV.	Fiche d'évaluation d'impact	p. 17
V.	Fiche financière	p. 21
VI.	Texte de la convention	p. 22

## **I. Texte du projet de loi**

Projet de loi portant approbation de la “Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance” et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021.

### **Article unique.**

Sont approuvés la “Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance” et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021.

## **II. Exposé des motifs**

L'objet du présent projet de loi est d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Ghana pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021.

Le projet de loi confirme les efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter et d'améliorer progressivement son réseau de conventions fiscales avec les pays d'Afrique tout en respectant ses engagements fiscaux internationaux. La République du Ghana constitue en effet un pays stratégique sur le continent africain. La République ne s'est pas uniquement démarquée en constituant la première nation sub-saharienne à proclamer son indépendance en 1957, mais son territoire profite également d'une richesse en ressources naturelles précieuses dont notamment l'or et récemment le pétrole ayant permis à la République du Ghana de se démarquer économiquement par rapport à ses pays voisins africains. La conclusion d'une telle convention permet donc également d'encadrer et de développer les relations économiques avec un pays africain en pleine croissance économique.

Cette Convention contre les doubles impositions fait preuve de la volonté politique du Luxembourg de respecter ses engagements pris au niveau international. Elle tient également compte des spécificités de la politique conventionnelle et de la législation fiscale du Luxembourg. Elle a pour vocation de promouvoir les relations économiques par l'élimination de la double imposition juridique, tout en limitant les pratiques de chalandage fiscal. Elle prévoit une répartition claire des compétences fiscales pour l'imposition des personnes physiques et morales tout en assurant une imposition conforme aux développements internationaux.

#### IV. Commentaires des articles de la convention

La Convention retient le *titre* et le *préambule* préconisés par les travaux du projet BEPS dont l'objectif est de mettre en évidence le rôle des conventions dans la prévention de l'utilisation abusive des conventions fiscales.

Les *articles 1<sup>er</sup> et 2* délimitent le champ d'application de la Convention en définissant respectivement les personnes et les impôts visés.

L'*article 1<sup>er</sup>* dispose que la Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un des États contractants ou des deux États contractants.

Le paragraphe 2 de l'*article 1<sup>er</sup>* retient la disposition relative aux entités ou dispositifs qui sont considérés comme étant totalement ou partiellement transparents par l'un ou par les deux États contractants. Ainsi, il garantit que les bénéfices procurés par la Convention sont accordés dans les cas qui s'y prêtent, mais également qu'ils ne sont pas accordés lorsqu'aucun des États contractants ne traite, selon le droit interne respectif, le revenu de cette entité ou de ce dispositif comme étant le revenu de l'un de ses résidents.

L'*article 2* définit le champ d'application de la Convention. Ainsi, les impôts couverts par la Convention sont les impôts sur le revenu ou sur la fortune perçus pour le compte d'un État contractant ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Le paragraphe 2 de l'*article 2* donne quant à lui la définition des impôts sur le revenu et sur la fortune. Dans ce contexte, le paragraphe précité dispose que ces expressions comprennent également les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts payés sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

Le paragraphe 3 cite les impôts en vigueur au moment de la signature de la Convention établissant ainsi une liste non exhaustive des impôts actuels auxquels s'applique la Convention.

Du côté luxembourgeois, la Convention vise l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt sur la fortune et l'impôt commercial communal. Du côté du Ghana, il s'agit de l'impôt sur le revenu.

Le paragraphe 4 du même article précise que l'application de la Convention ne se limite pas uniquement aux impôts actuels et donc à la liste des impôts figurant au paragraphe 3. Dans ce sens, le paragraphe 4 permet donc, d'une part, de conclure que la liste des impôts figurant au paragraphe 3 constitue une liste non exhaustive et, d'autre part, il permet d'appliquer la Convention également aux impôts de nature identique ou analogue, établis dans un des deux États contractants après la signature de la Convention. Ce même paragraphe garantira également une application cohérente des impôts couverts par la Convention en imposant aux États contractants de notifier toute modification significative apportée à la législation fiscale respective, en particulier concernant des impôts nouveaux ou remplacés.

L'*article 3* est divisé en deux paragraphes poursuivant ainsi une logique d'interprétation des termes et expressions utilisés dans la Convention.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> énumère un certain nombre de termes et expressions utilisés dans la Convention et nécessaires pour son interprétation. Néanmoins, cette liste n'est pas complète puisque certains termes ou expressions sont définis dans d'autres articles de la Convention. Ainsi, le paragraphe 1<sup>er</sup> définit en particulier les termes et expressions « Luxembourg », « Ghana », « personne », « société », « trafic international », « autorité compétente » et « national ». En revanche, des termes spéciaux comme « résident » ou « établissement stable » sont définis dans leurs articles correspondants.

Le paragraphe 2 met en évidence une règle générale d'interprétation des termes et expressions utilisés dans la présente Convention sans pour autant y être définis en faisant référence à la législation nationale de l'État contractant en vigueur au moment de l'application par celui-ci de la Convention. En revanche, une telle interprétation est exclue, lorsque le contexte exige une interprétation différente, respectivement lorsque les autorités compétentes ont convenu d'un sens différent conformément aux dispositions de l'article régissant les modalités de la procédure amiable.

L'*article 4* définit la notion de résidence dans l'optique de déterminer le champ d'application de la Convention et de résoudre les cas de double résidence. Les conflits d'imposition suite à une double résidence résultent généralement du fait qu'en vertu de la législation interne, les deux États considèrent que la personne concernée réside sur leur territoire. L'article précité fournit donc des éclaircissements ainsi que des considérations générales afin d'éviter de tels conflits.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> définit l'expression « un résident d'un État contractant » en indiquant les critères d'assujettissement à l'impôt d'une personne, plus particulièrement le domicile, la résidence, le siège de direction ou tout critère équivalent. En revanche, l'expression n'inclut pas les personnes qui sont uniquement assujetties à l'impôt pour des revenus provenant de cet État contractant ou de la fortune y située.

Le paragraphe 2 règle les conflits de double résidence des personnes physiques et cite les critères de détermination dans de telles hypothèses. Plus particulièrement, la résidence doit dans ces cas être déterminée par le foyer d'habitation permanent, le centre des intérêts vitaux, le séjour habituel et la nationalité. Cette énumération est hiérarchisée de sorte que l'analyse de la détermination de la résidence dans l'hypothèse d'un différend de double résidence doit débiter avec le critère du foyer d'habitation permanent pour passer ensuite aux autres critères. Lorsque le différend de double résidence n'est pas résolu de cette manière, les autorités compétentes des deux États contractants doivent trancher le conflit d'un commun accord en application de l'article 27.

Le paragraphe 3 retient le siège de direction effective comme critère de référence pour les personnes autres que les personnes physiques afin de déterminer l'État de résidence de ces personnes.

Le *Protocole* comporte une précision supplémentaire par rapport à l'article 4 en disposant qu'un organisme de placement collectif constitué comme société ou comme entité transparente est considéré comme un résident de l'État contractant dans lequel il est établi et comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il perçoit. Les organismes de placement collectif du Luxembourg tombent donc dans le champ d'application de la présente Convention.

L'*article 5* définit l'expression importante d'« établissement stable », étant donné qu'elle est utilisée afin de déterminer le droit d'un État contractant d'imposer les bénéfices d'une entreprise de l'autre État contractant.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> définit l'expression « établissement stable » comme installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

Le paragraphe 2 contient une liste non exhaustive d'exemples d'installations d'affaires qui peuvent chacune être considérées comme constituant un établissement stable aux termes du paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le paragraphe 3 du même article précise quant à lui qu'un chantier de construction, d'installation, de montage ou de dragage ainsi que les activités de surveillance qui s'y exercent ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse 6 mois. Par conséquent, tout chantier qui ne remplit pas cette condition ne constitue pas par lui-même un établissement stable.

Le paragraphe 4 cite un certain nombre d'activités qui ne constituent pas des établissements stables au sens de l'article 5 de la Convention. Le paragraphe précité restreint donc la définition du paragraphe 1<sup>er</sup> et exclut un certain nombre d'installations fixes d'affaires.



Les paragraphes 5 et 6 traitant des agents dépendants respectivement des agents indépendants ont été repris de l'ancien modèle de l'ONU.

Conformément au paragraphe 7, il est admis que l'existence d'une filiale ne constitue pas à elle seule un élément permettant de conclure à l'existence d'un établissement stable de la société mère, puisque, d'un point de vue fiscal, la filiale constitue une entité juridique indépendante.

L'article 6 régit l'imposition des revenus immobiliers reprenant dans son paragraphe 1<sup>er</sup> le principe général que le revenu des biens immobiliers est attribué à l'État dans lequel est situé le bien immobilier qui produit le revenu. Cette pratique se justifie notamment par le lien économique très étroit entre la source du revenu et l'État de la source. Il est également à noter que le présent article ne concerne que le revenu d'un résident d'un État contractant provenant de biens immobiliers situés dans l'autre État contractant.

Le paragraphe 2 définit la notion de biens immobiliers par référence au droit de l'État dans lequel le bien est situé.

Le paragraphe 3 précise que les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> s'appliquent à quelque forme d'exploitation des biens immobiliers.

Finalement, le dernier paragraphe de l'article retient que les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent également au revenu provenant de biens immobiliers d'une entreprise et au revenu provenant de biens immobiliers relatif à l'exercice d'une profession indépendante.

L'article 7 concerne l'imposition des bénéfices des entreprises et suit l'approche du modèle de l'OCDE dans sa version de l'année 2008 à l'exception du paragraphe 3 qui a été repris du modèle de l'ONU. Il attribue les compétences fiscales concernant les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant dans la mesure où ces bénéfices ne sont pas soumis à l'application d'autres articles de la Convention. L'article sera donc d'application subsidiaire lorsque d'autres circonstances permettent l'application d'autres articles de la Convention.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> met en évidence la règle générale d'attribution des compétences fiscales pour l'imposition des bénéfices des entreprises en attribuant le droit d'imposition à l'État de résidence de l'entreprise, exception faite de l'hypothèse de l'existence d'un établissement stable dans l'autre État contractant.

Le paragraphe 2 concerne donc cette exception du principe général dans le cadre de l'existence d'un établissement stable et retient notamment comme méthode de considérer ces bénéficiaires comme ceux que l'établissement stable aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues.

Le paragraphe 3 concerne la déduction des dépenses afin de déterminer les bénéficiaires imputables à l'établissement stable. Il a été repris du modèle de l'ONU. Il est plus explicite quant à la non-déduction comme dépenses de certains montants versés par l'établissement stable au siège ou inversement.

Le paragraphe 4 permet la répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses parties selon diverses formules s'il est d'usage dans un État contractant de déterminer les bénéficiaires imputables à un établissement stable de cette manière.

Le paragraphe 5 précise qu'aucun bénéfice ne devrait être attribué à l'établissement stable sur le seul fondement que l'établissement stable a effectué des achats pour l'entreprise.

Le paragraphe 6 dispose que la méthode choisie d'évaluation des bénéfices attribuables à l'établissement stable doit être constante et cohérente de sorte qu'il n'appartient pas à une entreprise de changer chaque année arbitrairement la méthode d'évaluation.

Finalement, le paragraphe 7 confirme l'application subsidiaire du présent article lorsqu'un élément du revenu est traité séparément dans un autre article de la Convention.

L'*article 8* traite de l'imposition des bénéfices d'une entreprise d'un État contractant provenant de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> prévoit que le droit d'imposition devait être réservé à l'État contractant dans lequel se situe le siège de direction effective de l'entreprise.

Le paragraphe 2 indique que lorsque le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme étant situé dans l'État contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'État contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

Le dernier paragraphe couvre les diverses formes de coopération internationale existant dans le domaine de la navigation, réalisée notamment au moyen d'accords de pool ou d'autres conventions du même genre, qui règlent la répartition des bénéfices de l'activité exercée en commun.

L'*article 9* concerne l'ajustement dans le scénario d'entreprises associées et correspond au modèle de l'OCDE. Il permet à un État d'opérer des ajustements de bénéfices à des fins fiscales lorsque des transactions ont été conclues entre des entreprises associées dans des conditions autres que celles de pleine concurrence. Cette rectification de la compatibilité des transactions peut entraîner une double imposition économique.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> permet à un État d'opérer des ajustements de bénéfices à des fins fiscales lorsque des transactions ont été conclues entre des entreprises associées dans des conditions différentes que celles de pleine concurrence. Cet ajustement primaire est effectué en vertu du droit interne de l'État contractant concerné.

Le paragraphe 2 vise à pallier les potentielles conséquences fiscales de cet ajustement, en particulier une double imposition économique. Cependant, l'autre État contractant n'est obligé à faire un ajustement que dans la mesure où il estime que le redressement effectué par le premier État en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> est justifié quant au principe et au montant, ceci afin de respecter le principe de pleine concurrence.

L'*article 10* règle l'imposition des dividendes. Il partage le droit d'imposition des dividendes entre l'État de la source et l'État de résidence du bénéficiaire.

Ainsi, le paragraphe 1<sup>er</sup> ne pose pas le principe de l'imposition exclusive des dividendes, soit dans l'État dont le bénéficiaire est un résident, soit dans l'État dont la société qui paye les dividendes est un résident. Il est donc simplement constaté que les dividendes sont imposables dans l'État dont le bénéficiaire est un résident.

Le paragraphe 2 réserve également un droit d'imposition à l'État de source des dividendes, et donc à l'État dont la société qui paie les dividendes est un résident. Ce droit d'imposition à la source est néanmoins limité à 7 pour cent du montant brut des dividendes lorsque le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre État contractant.

Le paragraphe 3 définit le terme de « dividendes ».

L'*article 11* concilie les droits d'imposition entre l'État de résidence du bénéficiaire et l'État de la source des intérêts.

Ainsi, le paragraphe 1<sup>er</sup> dispose que les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans ce dernier État. Par conséquent, aucun droit exclusif d'imposition n'est accordé à l'État de résidence.

Le paragraphe 2 réserve un droit d'imposition à l'État de la source sans pour autant excéder un plafond à l'imposition de 7 pour cent du montant brut des intérêts lorsque le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre État contractant.

Le paragraphe 3 prévoit une abstention de prélèvement des impôts par l'État de la source pour des intérêts qui ne sont imposables que dans l'État contractant dont la personne qui reçoit les intérêts est un résident, si le bénéficiaire effectif de ces intérêts est un résident de cet État, et :

- a) est cet État ou sa banque centrale, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales;
- b) si les intérêts sont versés par l'État dans lequel ils sont générés ou par l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou l'un de ses établissements publics ;
- c) si l'intérêt est versé au titre d'un prêt, d'une créance ou d'un crédit qui est dû à cet État ou consenti, accordé, garanti ou assuré par lui ou par l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou agences de financement des exportations;
- d) est un organisme de placement collectif.

Le paragraphe 4 définit le terme « intérêts » comme revenus de créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres.

L'article 12 dispose que la Convention partage le droit d'imposition des redevances entre l'État de la source et l'État de résidence du bénéficiaire, contrairement à la disposition du modèle de l'OCDE qui ne prévoit qu'une imposition dans l'État de résidence du bénéficiaire des redevances. L'imposition dans l'État de la source ne peut excéder 8 pour cent du montant brut des redevances.

Le paragraphe 3 qui définit le terme « redevances » a été repris du modèle de l'ONU et comprend donc notamment les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique.

L'article 13 concerne, contrairement au modèle de l'OCDE, le droit d'imposition des rémunérations pour des services et retient l'imposition dans l'État de la source sans que celle-ci ne puisse excéder 10 pour cent du montant brut de ces rémunérations.

L'article 14 traite de l'imposition des gains en capital. Ainsi, le paragraphe 1<sup>er</sup> dispose que les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et qui sont situés dans l'autre État sont imposables dans cet autre État.

Le paragraphe 2 traite des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou qui appartiennent à une base fixe servant à l'exercice d'une profession indépendante faisant l'objet de l'article 15.

Le paragraphe 3 concerne l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international ainsi que des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires et aéronefs. Le droit d'imposition de ces gains en capital est conféré exclusivement à l'État où se situe le siège de direction effective de l'entreprise maritime ou aérienne.

Le paragraphe 4 du présent article précise également que les gains provenant de l'aliénation d'un quelconque bien situé dans un État contractant et réalisés par une personne physique qui est devenue un résident de l'autre État contractant sont imposables dans le premier État si l'aliénation du bien a lieu au cours de toute période de 5 ans suivant la date à laquelle la personne physique a cessé de résider dans le premier État.

Le paragraphe 5 vise toutes les situations non couvertes par les paragraphes précédents de l'article. Ainsi, les gains provenant de l'aliénation de tous biens autre que ceux visés aux paragraphes précédents ne sont imposables que dans l'État dont le cédant est un résident.

L'article 15 partage le droit d'imposition des revenus des professions indépendantes entre les deux États contractants. Cet article n'est plus incorporé dans le modèle de l'OCDE, mais a été incorporé dans la Convention suite à la demande des négociateurs du Ghana.

Ainsi, le paragraphe 1<sup>er</sup> dispose que le droit d'imposition des revenus qu'un résident tire d'une profession indépendante dans l'État de l'exercice d'une telle activité, n'est pas seulement fondé sur le critère de l'existence d'une base fixe, mais également sur celui de la durée du séjour. Dans ce sens, une durée de référence de 183 jours pendant une période de 12 mois a été retenue.

Le dernier paragraphe cite certaines activités professionnelles couvertes par le présent article.

L'article 16 traite du droit d'imposition en matière de revenus d'une profession dépendante.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> pose la règle générale applicable en matière d'imposition des revenus provenant d'une occupation salariée selon laquelle ces revenus sont imposables dans l'État où l'emploi salarié est effectivement exercé. Ainsi, les salaires et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État.

Le paragraphe 2 comporte une importante exception posée à la règle du paragraphe 1<sup>er</sup>. En effet, la rémunération d'un résident d'un État contractant bénéficiera de l'exonération dans l'autre État contractant lorsque trois conditions cumulatives sont remplies. En particulier, le paragraphe 2 précise que le séjour dans l'autre État contractant ne doit pas excéder 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année civile considérée, les rémunérations doivent être payées par un employeur qui n'est pas résident de l'autre État ou pour son compte et la charge des rémunérations ne doit pas être supportée par un établissement stable ou une base fixe situé dans l'autre État.

Un dernier paragraphe a été inséré dans l'article 16 concernant le revenu provenant d'un emploi exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international. Ces rémunérations ne sont imposables que dans l'État dans lequel est situé le siège de direction effective de l'entreprise. Ce dernier paragraphe ne correspond pas à la version 2017 du modèle de l'OCDE dans laquelle l'État de résidence de l'employé a été retenu comme critère d'attribution du droit exclusif d'imposition.

L'article 17 traite de manière classique des rémunérations des administrateurs de sociétés et correspond à l'article 16 du modèle de l'OCDE en accordant le droit d'imposition de ces rémunérations à l'État de résidence de la société. Le terme « tantièmes » vise également les jetons de présence et autres rétributions similaires.

L'article 18 concerne les artistes et sportifs attribuant à l'État, dans lequel les activités des intéressés sont exercées, le droit d'imposition. L'article est complété par rapport au modèle de l'OCDE par un paragraphe 3.

Ce dernier prévoit notamment l'exclusion des revenus provenant de manifestations culturelles ou sportives bénéficiant de fonds publics du champ d'application des deux premiers paragraphes de l'article 18.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 19 relatif aux pensions et autres rémunérations similaires du secteur privé payées au titre d'un emploi antérieur attribue un droit d'imposition exclusif à l'État de résidence du bénéficiaire.

Le paragraphe 2 déroge à cette règle et dispose que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un État contractant ne sont imposables que dans l'État de la source.

Le dernier paragraphe du présent article dispose que nonobstant les pensions et autres rémunérations similaires (y compris les paiements forfaitaires) provenant d'un État et payées à un résident de l'autre État contractant en vertu d'un régime de pension complémentaire ou résultant de dotations faites par l'employeur à un régime interne ne sont imposables que

dans le premier État, pourvu que ces paiements proviennent de contributions versées à un régime de pension ou de provisions constituées en vertu d'un tel régime par le bénéficiaire ou pour son compte et que ces contributions, provisions, pensions ou autres rémunérations similaires aient été assujetties à l'impôt dans le premier État en vertu des règles ordinaires de sa législation fiscale.

L'article 20 concerne les dispositions relatives aux rémunérations concernant les fonctions publiques et suit l'approche du modèle de l'OCDE.

L'article 21 dispose des règles d'imposition de certaines activités offshore liées à l'exploration et l'exploitation du lit de mer, de son sous-sol ou de leurs ressources naturelles. L'article a été introduit suite à la demande du Ghana en raison de sa situation géographique.

L'article 22 traite d'une exonération pour les étudiants et les stagiaires dans l'État où ils séjournent afin de poursuivre leurs études ou leur formation. Il est à noter que l'article ne s'applique qu'aux paiements reçus en vue de l'entretien, des études ou de la formation du bénéficiaire. Par conséquent, il ne s'applique donc pas à un paiement ou une partie de tel qui constitue une rémunération de services rendus par le bénéficiaire qui est couvert par l'article concernant les revenus d'emplois dépendants ou de services indépendants. Dans le même sens, l'article ne s'applique uniquement aux paiements provenant de sources situées en dehors de l'État où l'étudiant ou le stagiaire est présent uniquement en raison de ses études ou de sa formation.

L'article 23 détermine le régime fiscal des revenus non expressément visés dans les autres articles de la Convention. Il est à noter que les revenus tombant sous le champ d'application de l'article 23 ne sont pas seulement ceux qui font partie d'une catégorie non expressément traitée, mais aussi ceux qui proviennent de sources non expressément mentionnées.

Conformément au modèle de l'OCDE, le paragraphe 1<sup>er</sup> prévoit l'imposition exclusive de ces revenus dans l'État de résidence de leur bénéficiaire, à moins qu'ils ne puissent être rattachés à un établissement stable ou à une base fixe dont celui-ci dispose dans l'autre État.

L'article 24 fixe les modalités d'imposition de la fortune. Le principe général est que l'impôt sur un élément de la fortune ne peut en principe être perçu que par l'État qui est en droit d'imposer le revenu provenant de cet élément de fortune.

Dans ce sens, les deux premiers paragraphes se réfèrent d'abord aux biens qui sont imposables dans l'État où ils sont situés. Il s'agit, d'une part, des biens immobiliers visés à l'article 6 et, d'autre part, des biens faisant partie d'un établissement stable ou d'une base fixe situé dans un État contractant.

Un troisième paragraphe a également été inclus afin de couvrir également la situation des navires et aéronefs exploités en trafic international, tout comme les biens mobiliers affectés à de telles fins, qui sont imposables exclusivement dans l'État dans lequel se situe le siège de direction effective de l'entreprise.

En dernier lieu, l'article fait référence, dans son paragraphe 4, à tous les autres éléments de fortune que ceux précédemment énumérés et dispose qu'ils ne sont imposables que dans l'État de résidence de la personne à qui ils appartiennent.

*L'article 25 traite des modalités de l'élimination des doubles impositions par les deux États.*

Le Luxembourg a opté pour la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour éviter la double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables au Ghana, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

En ce qui concerne les revenus résultant des dividendes, intérêts, redevances et rémunérations pour des services dont le droit d'imposition est, suivant les articles 10, 11, 12 et 13, partagé entre l'État de la source et l'État de résidence du bénéficiaire effectif, le Luxembourg applique pour ces catégories de revenus la méthode de l'imputation. Il en est de même pour les revenus visés à l'article 18 et concernant les artistes du spectacle et les sportifs. Cette méthode consiste à accorder au Luxembourg sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou sur l'impôt sur le revenu des collectivités, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé au Ghana. Cette déduction ne pourra néanmoins pas excéder la fraction de l'impôt, calculé avec la déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus du Ghana.

Le sous-paragraphe c) du paragraphe 1<sup>er</sup> a pour objet d'éviter l'absence d'imposition qui résulterait de désaccords entre l'État de résidence et l'État de la source sur les faits d'un cas spécifique ou sur l'interprétation des dispositions de la Convention. Cette disposition permet ainsi d'éviter une double exonération, de sorte à ne pas aboutir à un résultat qui est contraire à l'objet d'une convention tendant à éviter les doubles impositions.

Le Ghana a opté d'une manière générale pour la méthode d'imputation afin d'éviter la double imposition.

Quant aux dividendes touchés par une société du Ghana en raison d'une participation directe d'au moins 10 pour cent dans le capital d'une société luxembourgeoise, la déduction comprend, en dehors de la retenue à la source opérée sur les dividendes, l'impôt luxembourgeois payé par la société au titre de bénéfices qui servent au paiement des dividendes.



Les *articles 26 à 32* contiennent certaines dispositions spéciales ainsi que les dispositions finales de la Convention.

L'*article 26* retient les clauses générales habituelles de non-discrimination.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article précité dispose que l'article de non-discrimination s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants. Le principe posé par ce paragraphe est qu'en matière fiscale les discriminations fondées sur la nationalité sont interdites et que, sous réserve de réciprocité, les nationaux d'un État contractant ne peuvent pas être traités moins favorablement dans l'autre État contractant que les propres nationaux de ce dernier État qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence.

Le paragraphe 2 couvre les apatrides et dispose que ceux-ci ne sont soumis dans un État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet État qui se trouvent dans la même situation.

Le paragraphe 3 tient à remédier aux discriminations dues à l'implantation d'un établissement stable garantissant ainsi à cet établissement stable un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux entreprises de cet État exerçant les mêmes activités.

Le paragraphe 4 tient à éliminer la discrimination résultant du fait que la déduction des intérêts, redevances, rémunérations pour des services et autres frais est admise sans réserve lorsque le bénéficiaire est un résident, alors que cette dernière serait limitée lorsque le bénéficiaire est un non-résident.

Le paragraphe 5 concerne les entreprises résidentes dont la totalité ou une partie du capital est détenu par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant. Une telle discrimination est interdite par le paragraphe 5 et tend donc à assurer à des résidents d'un même État un même traitement.

Le dernier paragraphe met en évidence que le champ d'application de l'article 26 n'est pas limité par les dispositions de l'article 2. Par conséquent, l'article de non-discrimination s'applique aux impôts de toute nature ou dénomination perçus par ou au profit de l'État, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales.

L'*article 27* concerne la procédure amiable, laquelle peut être engagée entre les autorités compétentes des deux États contractants tout en précisant que les autorités compétentes doivent s'efforcer de régler par voie d'accord amiable la situation des contribuables qui ont fait l'objet d'une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> dispose qu'une personne peut soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou de l'autre État contractant.

L'*article 28* régleme nte l'échange de renseignements entre les États contractants. Les dispositions correspondent à l'approche actuelle adoptée au modèle de l'OCDE et permettent notamment l'échange de renseignements bancaires.

L'*article 29* précise que les dispositions de la Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu, soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

L'*article 30* régleme nte le droit aux avantages de la Convention. Suivant cette disposition, et faisant ainsi référence au modèle de l'OCDE, un avantage prévu par cette Convention n'est pas accordé s'il est raisonnable de conclure que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir.

Le paragraphe 2 reprend une disposition optionnelle figurant aux commentaires du modèle de l'OCDE mettant en place un processus de consultation entre les autorités compétentes. Ainsi, lorsqu'un avantage est refusé à une personne en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article, l'autorité qui aurait normalement accordé cet avantage doit néanmoins considérer cette personne comme ayant droit à cet avantage pour un élément spécifique du revenu ou de la fortune, si cette autorité compétente, sur demande de cette personne et après examen des faits et circonstances pertinents, détermine que ces prestations auraient été accordées à cette personne en l'absence de la transaction ou de l'arrangement. L'autorité compétente ayant reçue la demande devra se consulter avec l'autorité compétente de l'autre État contractant avant de rejeter une telle demande.

L'*article 31* régleme nte les règles relatives à l'entrée en vigueur de la Convention dans les deux États contractants.

L'*article 32* établit les modalités de dénonciation de la Convention.

Le Protocole précise qu'aucune disposition de la présente Convention ne peut mettre en cause l'application de l'article 164<sup>ter</sup> de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, respectivement toute disposition similaire qui modifierait ou remplacerait cette disposition.

### III. Fiche d'évaluation d'impact

#### Mesures législatives et réglementaires

<p><b>Intitulé du projet:</b> Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance" et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021</p> <p><b>Ministère initiateur:</b> Ministère des Finances</p> <p><b>Auteur:</b> Mona TROES</p> <p><b>Tél. :</b> 247-52363</p> <p><b>Courriel:</b> mona.troes@co.etat.lu</p> <p><b>Objectif(s) du projet:</b> Approbation d'un traité international en matière fiscale</p> <p><b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s):</b> Ministère des Affaires étrangères et européennes</p> <p><b>Date:</b> 11.02.2022</p>
--

#### Mieux légiférer

- Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s): Oui:  Non:  <sup>1</sup>  
Si oui, laquelle/lesquelles:  
Remarques/Observations:
- Destinataires du projet:
  - Entreprises/Professions libérales: Oui:  Non:
  - Citoyens: Oui:  Non:
  - Administrations: Oui:  Non:
- Le principe « Think small first » est-il respecté? Oui:  Non:  N.a.: <sup>2</sup>  
(c.à.d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues  
Suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)  
Remarques/Observations:
- Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire? Oui:  Non:   
Existe-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour  
et publié d'une façon régulière? Oui:  Non:   
Remarques/Observations:
- Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures? Oui:  Non:

<sup>1</sup> Double-click sur la case pour ouvrir la fenêtre permettant de l'activer

<sup>2</sup> N.a.: non applicable

Remarques/Observations :

6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>3</sup> pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui:  Non:
- Si oui, quel est le coût administratif approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif<sup>4</sup> par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui:  Non:  N.a.:
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>5</sup>? Oui:  Non:  N.a.:
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration? Oui:  Non:  N.a.:
  - des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui:  Non:  N.a.:
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui:  Non:  N.a.:
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui:  Non:  N.a.:
- Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté? Oui:  Non:  N.a.:
- Si non, pourquoi?
11. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a. simplification administrative, et/ou à une Oui:  Non:
  - b. amélioration de qualité règlementaire? Oui:  Non:

<sup>3</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>4</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc...).

<sup>5</sup> Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu).

Remarques/Observations:

12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui:  Non:  N.a.:
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'État (e-Government ou application back-office)? Oui:  Non:   
Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système:
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui:  Non:  N.a.:   
Si oui, lequel?  
Remarques/Observations:

### **Egalité des chances**

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:   
Si oui, expliquez de quelle manière:
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:   
Si oui, expliquez pourquoi:
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:   
Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui:  Non:  N.a.:   
Si oui, expliquez de quelle manière:

### **Directive « services »**

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>6</sup> ? Oui:  Non:  N.a.:   
Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie:  
[http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

---

<sup>6</sup> Article 15, paragraphe 2, de la directive « services » (cf. Note explicative p. 10-11)

18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>7</sup> ?

Oui:  Non:  N.a.:

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie:

[http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

---

<sup>7</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

#### **IV. Fiche financière**

conformément à l'article 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget,  
la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Ghana pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021 ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

## V. Texte de la convention

### C O N V E N T I O N

**between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance**

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their co-operation in tax matters,

Intending to conclude a Convention for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed at obtaining reliefs provided in this Convention for the indirect benefit of residents of third States)

Have agreed as follows:

#### Article 1

#### PERSONS COVERED

1. This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.
2. For the purposes of this Convention, income derived by or through an entity or arrangement that is treated as wholly or partly fiscally transparent under the tax law of either Contracting State shall be considered to be income of a resident of a Contracting State but only to the extent that the income is treated, for purposes of taxation by that State, as the income of a resident of that State. In no case shall the provisions of this paragraph be construed to affect a Contracting State's right to tax its own residents.



Article 2  
TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:
  - a) in Luxembourg:
    - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
    - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
    - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
    - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);(hereinafter referred to as "Luxembourg tax");
  - b) in Ghana:
    - (i) the income tax;(hereinafter referred to as "Ghana tax").
4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3  
GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
  - a) the term "Luxembourg" means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
  - b) the term "Ghana" means the Republic of Ghana including its air space, the territorial sea and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the Republic of Ghana exercises jurisdiction and has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of

the seabed and its subsoil and the superjacent waters;

c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean Luxembourg or Ghana, as the context requires;

d) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

e) the term "company" means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;

f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

g) the term "international traffic" means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting State;

h) the term "competent authority" means:

(i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;

(ii) in Ghana, the Commissioner General of the Ghana Revenue Authority or his authorised representative;

i) the term "national", in relation to a Contracting State, means:

(i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and

(ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State.

2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires or the competent authorities agree to a different meaning pursuant to the provisions of Article 27, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

#### Article 4 RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any political subdivision or local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
- d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

## Article 5 PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site, a construction, installation, assembly or dredging project or supervisory activities in connection therewith constitutes a permanent establishment only if such site, project or activity lasts more than 6 months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage or display of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage or display;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any activity not listed in subparagraphs a) to d), provided that this activity has a preparatory or auxiliary character; or
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in the first-mentioned Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, if such a person:

- a) has and habitually exercises in that State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph; or
- b) has no such authority, but habitually maintains in the first-mentioned State a stock of goods or merchandise from which he regularly delivers goods or merchandise on behalf of the enterprise.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, when the activities of such an agent are devoted wholly or almost wholly on behalf of that enterprise, and conditions are made or imposed between that enterprise and the agent in their commercial and financial relations which differ from those which would have been made between independent enterprises, he will not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

#### Article 6

### INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

#### Article 7

### BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and

separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed in respect of amounts, if any, paid (otherwise than towards reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission, for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of interest on moneys lent to the permanent establishment. Likewise, no account shall be taken, in the determination of the profits of a permanent establishment, for amounts charged (otherwise than towards reimbursement of actual expenses), by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of interest on moneys lent to the head office of the enterprise or any of its other offices.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8  
INTERNATIONAL SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.
3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9  
ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where
  - a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
  - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.
2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10  
DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 7 per cent of the gross amount of the dividends.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 15, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.



Article 11  
INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
  
2. However, interest arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 7 per cent of the gross amount of the interest.
  
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest referred to in paragraph 1 shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident if the beneficial owner of the interest is a resident of that State, and:
  - a) is that State or the central bank, a political subdivision or local authority thereof;
  - b) if the interest is paid by the State in which the interest arises or by a political subdivision, a local authority or statutory body thereof;
  - c) if the interest is paid in respect of a loan, debt-claim or credit that is owed to, or made, provided, guaranteed or insured by, that State or a political subdivision, local authority or export financing agency thereof;
  - d) is a collective investment vehicle.
  
4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.
  
5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 15, as the case may be, shall apply.
  
6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed

base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

## Article 12 ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, royalties arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 8 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films or films or tapes used for the radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process or for the use of or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 15, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent

establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

### Article 13 SERVICES FEES

1. Services fees arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, services fees arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the services fees is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the services fees.

3. The term "services fees" as used in this Article means payment of any kind to any person, other than to an employee of the person making the payment, in consideration for any services of a managerial, technical or consultancy nature rendered in a Contracting State. However, the term services fees shall not include any payments in consideration of supervisory activities in connection with a building site or construction, installation, assembly or dredging project or for supervisory activities in connection with installation incidental to the sale of machinery or parts thereof.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the services fees, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the services fees arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the obligation in respect of which the services fees are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 15, as the case may be, shall apply.

5. Services fees shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the services fees, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the obligation to pay the services fees was incurred, and such services fees are borne by such permanent establishment or fixed base, then such services fees shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or both of them and some other person, the amount of the services fees, having regard to the services for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### Article 14 CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property situated in a Contracting State derived by an individual who has been a resident of a Contracting State and who has become a resident of the other Contracting State, may be taxed in the first-mentioned State if the alienation of the property occurs within any period of five years next following the date on which the individual ceased to be a resident of the first-mentioned State.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

#### Article 15 INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State except in the following circumstances, when such income may also be taxed in the other Contracting State:

- a) if he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities; in that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other Contracting State; or
- b) if his stay in the other Contracting State is for a period or periods amounting to or exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned; in that case, only so much of the income as is derived from his activities performed in that other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

#### Article 16 DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of Articles 17, 19, 20 and 21, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and

c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

#### Article 17 DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

#### Article 18 ENTERTAINERS AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Articles 15 and 16, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 15 and 16, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, income derived from activities, referred to in paragraph 1, performed under a cultural or sports agreement or arrangement between the Contracting States shall be exempt from tax in the Contracting State in which the activities are exercised if the visit to that State is wholly or substantially supported by funds of either Contracting State, political subdivision, local authority or public institution thereof.

Article 19  
PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 20, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned State under the ordinary rules of its tax laws.

Article 20  
GOVERNMENT SERVICE

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a political subdivision, local authority or statutory body thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision, authority or body shall be taxable only in that State.
  - b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
    - (i) is a national of that State; or
    - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a political subdivision, local authority or statutory body thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision, authority or body shall be taxable only in that State.
  - b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.

3. The provisions of Articles 16, 17, 18 and 19 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State, or a political subdivision, local authority or statutory body thereof.

Article 21  
MISCELLANEOUS RULES APPLICABLE  
TO CERTAIN OFFSHORE ACTIVITIES

1. The provisions of this Article shall apply, notwithstanding any other provision of this Convention, where activities (in this Article called "relevant activities") are carried on offshore in connection with the exploration or exploitation of the sea bed and subsoil and their natural resources situated in a Contracting State.

2. An enterprise of a Contracting State which carries on relevant activities in the other Contracting State shall, subject to paragraph 3 of this Article, be deemed to be carrying on business in that other State through a permanent establishment situated therein.

3. Relevant activities which are carried on by an enterprise of a Contracting State in the other Contracting State for a period or periods not exceeding in the aggregate 30 days within any period of twelve months shall not constitute the carrying on of business through a permanent establishment situated therein. For the purposes of this paragraph:

- a) where an enterprise of a Contracting State carrying on relevant activities in the other Contracting State is associated with another enterprise carrying on substantially similar relevant activities there, the former enterprise shall be deemed to be carrying on all such activities of the latter enterprise, except to the extent that those activities are carried on at the same time as its own activities;
- b) an enterprise shall be regarded as associated with another enterprise if one participates directly or indirectly in the management, control or capital of the other or if the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of both enterprises.

4. Salaries, wages and similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment connected with relevant activities in the other Contracting State may, to the extent that the duties are performed offshore in that other State, be taxed in that other State.

5. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of:

- a) exploration or exploitation rights; or



b) shares (or comparable instruments) deriving their value or the greater part of their value directly or indirectly from such rights, may be taxed in that other State.

In this paragraph "exploration or exploitation rights" mean rights to assets to be produced by the exploration or exploitation of the seabed or subsoil or their natural resources in the other Contracting State, including rights to interests in the assets or to the benefits of those assets.

## Article 22 STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

## Article 23 OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 15, as the case may be, shall apply.

## Article 24 CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

#### Article 25

#### ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:

a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Ghana, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.

b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 13 and 18 may be taxed in Ghana, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in Ghana. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Ghana.

c) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Ghana applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10, 11, 12 or 13 to such income.

2. In the case of Ghana, double taxation shall be eliminated as follows:

a) Luxembourg tax payable under the laws of Luxembourg and in accordance with the provisions of the Convention, whether directly (by assessment) or by deduction (withholding), on profits, income or capital gains from sources within Luxembourg

(excluding, in the case of dividends, tax payable in respect of the profits out of which the dividends are paid) shall be allowed as a credit against any Ghana tax computed by reference to the same profits, income or capital gains by reference to which Luxembourg tax is computed.

b) In the case of dividends paid by a company which is a resident of Luxembourg to a company which is resident in Ghana and which controls directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends, the credit shall take into account (in addition to any Luxembourg tax for which credit may be allowed under the provisions of subparagraph a) the Luxembourg tax payable by the company in respect of the profits out of which such dividends are paid.

Provided that any credit allowed under subparagraphs a) and b) of this paragraph shall not exceed the proportion of the Ghana tax which such profits, income or capital gains bear to the entire profits, income or capital gains chargeable to Ghana tax.

## Article 26 NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therein which is other or more burdensome than the taxation and connected requirement to which nationals of the State concerned in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, paragraph 6 of Article 12 or paragraph 6 of Article 13, apply, interest, royalties, services fees and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to

a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

#### Article 27

#### MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

## Article 28 EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to

permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

#### Article 29

#### MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

#### Article 30

#### ENTITLEMENT TO BENEFITS

1. Notwithstanding the other provisions of this Convention, a benefit under this Convention shall not be granted in respect of an item of income or capital if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of this Convention.

2. Where a benefit under this Convention is denied to a person under paragraph 1, the competent authority of the Contracting State that would otherwise have granted this benefit shall nevertheless treat that person as being entitled to this benefit, or to different benefits with respect to a specific item of income or capital, if such competent authority, upon request from that person and after consideration of the relevant facts and circumstances, determines that such benefits would have been granted to that person in the absence of the transaction or arrangement referred to in paragraph 1. The competent authority of the Contracting State to which the request has been made will consult with the competent authority of the other State before rejecting a request made under this paragraph by a resident of that other State.

#### Article 31

#### ENTRY INTO FORCE

1. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this

Convention have been satisfied. The Convention shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. The Convention shall have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force.

## Article 32 TERMINATION

1. This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. The Convention shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate at Luxembourg, on the 13<sup>th</sup> day of December 2021, in the English language.

For the Government of the  
Grand Duchy of Luxembourg

Pierre GRAMEGNA  
Minister for Finances

For the Government of the  
Republic of Ghana

Kwaku AMPRATWUM-SARPONG  
Deputy Minister for Foreign Affairs and  
Regional Integration

## PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

**A) With reference to Article 4:**

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as a resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as an individual who is resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

**B)** Nothing in this Convention shall prevent Luxembourg from applying the provisions of Article 164ter of the income tax law or any other similar provision that amends or replaces the above-mentioned Article.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Luxembourg, on the 13<sup>th</sup> day of December 2021, in the English language.

For the Government of the  
Grand Duchy of Luxembourg

For the Government of the  
Republic of Ghana

Pierre GRAMEGNA  
Minister for Finances

Kwaku AMPRATWUM-SARPONG  
Deputy Minister for Foreign Affairs and  
Regional Integration